

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE

UN LIBRARY

NOV 7 1977



COLLECTION

Distr.  
LIMITEE

A/C.5/32/L.14

4 novembre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

Trente-deuxième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 110 b) de l'ordre du jour

REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES

PLACEMENTS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES  
NATIONS UNIES AUPRES DE SOCIETES TRANSNATIONALES ET DANS LES  
PAYS EN DEVELOPPEMENT

Cuba : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant que, par sa résolution 31/197 du 22 décembre 1976, elle a prié le Secrétaire général de veiller à ce que les ressources placées par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dans des titres de sociétés transnationales soient placées à des conditions sûres et rentables et, dans toute la mesure du possible, dans des titres de qualité de pays en développement,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les placements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies auprès de sociétés transnationales et dans les pays en développement publié sous la cote A/C.5/32/25,

Regrettant profondément que depuis l'adoption de cette résolution les placements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies auprès de sociétés transnationales soient passés de 600 millions de dollars environ à 772 millions de dollars en obligations et en actions au 31 mars 1977, alors que les placements effectués directement dans les pays en développement sous forme d'obligations ne sont passés que de moins de 5 millions de dollars à 22 millions de dollars,

Constatant avec inquiétude qu'il ressort de ce qui a été dit au paragraphe précédent que la résolution mentionnée n'a pas été appliquée, puisque les placements auprès de sociétés transnationales ont augmenté, au lieu de diminuer du fait de transferts aux pays en développement, cependant que les rares placements effectués directement dans les pays en développement utilisaient les nouvelles ressources de la Caisse et non le produit de placements effectués auprès de sociétés transnationales,

Rappelant qu'au troisième alinéa du préambule de ladite résolution, il a été tenu compte du fait que les placements effectués par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dans des titres de sociétés transnationales pouvaient aller à l'encontre des objectifs et des buts des organismes des Nations Unies,

Rappelant également les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes internationaux au sujet du nouvel ordre économique international et des sociétés transnationales,

1. Prie le Secrétaire général de ne plus effectuer de placements auprès de sociétés transnationales et d'appliquer les dispositions de la résolution 31/197 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1976;
  2. Prie aussi le Secrétaire général de transmettre à la Commission des sociétés transnationales le texte de la présente résolution, ainsi que son rapport sur cette question, publié sous la cote A/C.5/32/25;
  3. Prie également le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, sur l'application de la présente résolution.
-